

Entretien avec S.E. l'ambassadeur Maman Sambo Sidikou, secrétaire exécutif du G5 Sahel

13 février, 2021

Q: Huit ans après l'intervention militaire française au Mali, quatre ans après la création de la Force Conjointe du G5 Sahel, diriez-vous que la situation dans la région s'améliore ou se détériore ?

R: Je dirais qu'il y a eu un avant-Pau et un après-Pau. Avant le sommet de Pau en janvier 2020, nous essayions de nous équiper mieux, nous essayions de nous organiser pour combattre le terrorisme sur nos terres, et nous avions des insuffisances notoires. Depuis Pau, il y eu beaucoup plus d'organisation entre nos partenaires, principalement Barkhane, et nous-mêmes et il y a surtout eu un suivi méthodique avec des indicateurs, et nos chefs d'état sont engagés personnellement. Sur le plan sécuritaire, il est évident que la donne a changé. Mais il n'y a pas que le sécuritaire. Il faut savoir que les causes profondes sont ailleurs. Il y a le terrorisme mais il y a ce qui a fait le lit du terrorisme. Et je pense qu'il faut qu'on avance sur deux jambes - à la fois sécuritaire et la dimension développement.

La sécurité et la défense sont les attributs de chaque État membre, et sur ce plan des efforts considérables ont été fournis par nos États, dont le volume financier dépasse parfois le tiers du budget de chaque pays. C'est énorme, d'où le besoin de partenariat flexible et conséquent avec l'Union européenne. L'Opération Barkhane apporte un concours important, permettant notamment de corriger l'asymétrie existante avec des rebelles très mobiles, insaisissables, disposant d'une parfaite connaissance du terrain et qui peuvent parfois se fondre dans la population. Cependant, certains stratèges français soulignent qu'il ne faut pas s'attendre à une victoire militaire qui marquera la fin de la situation. Il convient plutôt d'initier une dynamique politique qui créera les conditions pour une paix durable. C'est ce à quoi s'affairent certains États-membres, combinant effort militaire et action politique. Évidemment personne ne peut dire quand leurs démarches aboutiront, de même qu'il est difficile de prédire l'issue de la discussion que j'entends en cours en France sur le sort de l'Opération Barkhane. Nous savons tous que le Président Macron a décidé de maintenir Barkhane encore pour un certain temps. Le message que nous avons aussi c'est que cela ne peut pas durer éternellement.

Donc il faut s'organiser davantage, il faut des moyens supplémentaires, d'où l'organisation de la grande Coalition pour le Sahel.

Q: Quelles sont vos priorités dans l'immédiat ?

R: Au départ, le mandat du G5 Sahel portait sur le développement et la sécurité. Puis la situation sécuritaire nous a rattrapés et l'on parle beaucoup plus de sécurité aujourd'hui, mais les deux doivent aller ensemble. Notre action porte sur ces zones frontalières entre nos cinq États-membres. À mon humble niveau, depuis Nouakchott, siège de l'organisation, je travaille à rendre fonctionnel un mécanisme de coopération inter-étatique, et à rendre opérationnel les décisions prises par nos deux instances - le conseil des ministres et la conférence des chefs d'état, qui se réunit une fois par an, mais il y a beaucoup de rencontres extraordinaires également.

La principale priorité est la mise en œuvre et de convaincre les sahéliens sur cette dynamique qui conduira à l'amélioration de leurs conditions de vie. Donner espoir aux gens, montrer que cela marche, voir du tangible sur le terrain, que ce soit des services sociaux de base ou en matière une protection de proximité. Nous ne savons pas l'expliquer comme il faut. On a l'impression qu'il faut beaucoup d'engins, beaucoup de blindés, et puis qu'on va régler l'affaire. Le problème de fond est aussi psychologique.

Q: Donc vous préconisez moins d'obsession anti-terroriste et plus d'attention aux services publics, à l'inclusion sociale et aux forces de sécurité locales?

R: Les choses vont ensemble. Il y a des zones où si vous ne sécurisez pas, il n'y a pas de développement. D'abord les gens n'y sont plus ou vont s'en aller, et puis vous ne pouvez pas avoir des acteurs du développement, même locaux, sur place. Ce qu'on essaie de faire avec la Coalition pour le Sahel est intéressant parce qu'on combine lutte contre le terrorisme, renforcement des capacités des forces nationales, retour de l'État dans la provision des services sociaux basiques et de la justice, et développement aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme. Il faut que la communication dise cela, sinon on va avoir l'impression qu'on ne parle que de fusils, et qu'on surcommunique là-dessus.

Q: Qu'attendez-vous concrètement de l'Europe maintenant ?

R: Ce que nous attendons de l'Europe, c'est d'abord plus de moyens, même si elle pense qu'elle donne des moyens. Il en faut plus, surtout lorsqu'on parle de marcher sur ses deux pieds. Ensuite, beaucoup plus de flexibilité dans les procédures de soutien. Par exemple, vous avez aujourd'hui dans beaucoup de zones, par exemple le Liptako-Gouma - ladite zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso - des besoins émergents qui n'étaient pas prévus au départ. Vous y avez des millions de déplacés internes. Vous y avez la terre qui se dégrade y compris dans le delta intérieur du fleuve Niger, où la situation climatique qui se complique. Vous y avez des écoles qui ferment et où l'éducation prend donc un coup, et cela posera un problème sérieux. Tous ces jeunes gens seront ensuite des cibles encore plus faciles pour les forces néfastes. Donc il faut tenir compte de ces phénomènes émergents, d'où la nécessité d'être plus flexible dans la réorientation du soutien en fonction de ce que nous voyons et leur disons. Et puis une plus grande implication des acteurs sur le terrain.

Moi je suis un défenseur du travail avec les acteurs du terrain, avec les bergers, avec les agriculteurs. Lorsque vous avez des grands projets, ce n'est pas toujours aussi évident. Donc plus de soutien,

plus d'attention pour le contexte et les acteurs locaux, y compris plus d'implication des entreprises. Fort de cela, il y a une certaine frustration qui s'est créée.

Q: Vous avez parlé récemment du coût transactionnel de coordonner toutes les structures différentes qui ont été mises en place pour s'occuper du Sahel. Ce problème est-il encore d'actualité ?

R: Nous avons observé un scepticisme grandissant parmi les peuples du Sahel à propos de notre capacité à répondre à leurs besoins. Les états du Sahel et leurs citoyens disposent d'un outil, le G5 Sahel, ancré dans leur volonté politique, qui produit des résultats. Pas aussi costauds qu'on aurait voulu, mais on voit les choses avancer. Ils ont exprimé leurs besoins et ils continuent à discuter avec des entités dont franchement les promesses et les moyens personnels ne correspondent pas toujours aux attentes. C'est pour cela que j'ai parlé de la nécessité de plus de flexibilité. Je pourrais vous parler de certaines institutions qu'on voit ces temps-ci qui sont en train de se mettre en place... Comme votre question l'implique, la multiplication des initiatives ad hoc invite toujours à la circonspection.

Nous savons tous que l'avenir du Sahel ne peut se décider à Bruxelles. Je pense que nos amis bruxellois et nous-mêmes sommes d'accord là-dessus. Ils sont conscients des difficultés auxquelles l'Union européenne est confrontée. Le monde change au Sahel comme ailleurs, rien ne sera plus comme avant. Ce qui veut dire que l'aide au développement, comme diraient certains de nos amis à Paris, et l'aide humanitaire doivent évoluer s'ils ne veulent pas disparaître. Ce que nous demandons, c'est une plus grande capacité d'écoute, une plus grande confiance dans ses partenaires, et un esprit plus pragmatique permettant sans doute à l'Union européenne et à d'autres partenaires d'agir de façon plus efficace et cohérente.

Pour ce qui nous concerne, cela nous permettrait d'allouer nos ressources réduites à l'essentiel, c'est à dire à l'action, plutôt qu'une coordination derrière laquelle on court et dont le coût transactionnel, oui, est élevé et le résultat peu probant. Si vous allez dans les villages et vous demandez aux gens qu'est-ce qu'on fait pour eux, ils vont dire « il y a des problèmes très locaux ici. On n'a rien vu ici de concret sur le terrain ». L'image est assez forte.

Sur le plan sécuritaire ... les choses sont beaucoup mieux coordonnées entre nos partenaires de Barkhane et la Force conjointe. C'est comme ça qu'il y a le résultat qu'on a eu, et qu'il y a un peu de calme sur le terrain. Mais il faut davantage. Il reste maintenant ce que nous appelons, et nos amis appellent, le sursaut civil qu'il va falloir mettre en branle pour que nos populations sentent que nous sommes réellement là, y compris dans le domaine de la justice, dans le domaine de la lutte contre la corruption, dans le domaine du dialogue en général. Il faut franchement se concentrer sur les besoins des citoyens plutôt que d'avoir des ambitions généreuses qui se heurtent au cours des choses.

Trop souvent nos partenaires et nous annonçons des priorités théoriques et oublions l'essentiel : l'économie et la création d'opportunités et de valeur. Il faut partir de l'existant et cesser de croire que plus de ressources signifieront toujours un travail de meilleure qualité. C'est pour ça qu'il faut impliquer les acteurs du terrain, que les citoyens soient partie prenante dans la planification et puissent faire part de leurs besoins. Il nous faut repenser un peu l'approche. Dans la zone des trois frontières, l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique occidentale et le G5 Sahel travaillent avec des mairies sur le terrain et la population sent que c'est son affaire. En même temps la lutte âpre (contre les djihadistes) doit continuer, je pense que ça se règlera de plus en plus par une approche de sécurité

rapprochée où les forces de police et la justice répondent aux attentes des citoyens. On ne peut pas laisser les militaires, qui doivent mener le type de lutte asymétrique qu'ils font, seuls sur le terrain. Il faut un accompagnement, il faut une administration plus forte.

J'espérerais qu'on nous aiderait à atteindre le résultat plutôt que de nous inviter à prendre part à des initiatives qui peuvent constituer des distractions face à l'ampleur des défis auxquels nous devons faire face. Cela dit, l'Union européenne est notre premier partenaire de choix, qui nous épaulé au quotidien et nous l'appelons à plus de flexibilité, parce qu'elle aussi, elle est une grande bureaucratie.

Q: À Bruxelles, on dit qu'il faut un mécanisme pour s'assurer que les gouvernements de la région tiennent leurs engagements envers leur propre population en matière de réformes, de décentralisation, de transparence du budget de la défense, de fin de l'impunité pour les exactions, de dissolution des milices. Qu'en dites-vous ? Les européens ont-ils raison de dire qu'il faut une responsabilité et une comptabilité mutuelles ?

R: C'est un dialogue que nous avons avec nos partenaires européens, y compris dans la Coalition. Toutes les questions que vous avez posées sont sur la table. Au sommet de N'Djamena du G5 Sahel élargi à la Coalition (les 15 et 16 février 2021), ces questions ont été abordées et coulées sur le papier dans un communiqué très clair. Sur la question de la décentralisation, celle de la capacité des gouvernements à remplir leurs engagements, il est évident que même la mise en place d'une organisation comme le G5 Sahel répond à ces problèmes-là. Cinq des États les plus pauvres de la planète se mettent ensemble, mutualisant leurs efforts, et font ce qu'il faut pour cela ... Il faut que nos populations voient les résultats sur le terrain, parce que quand on parle défense, on parle de la protection des civils, mais aussi du développement, des services publics de base. Il faut que nous apprenions plus les uns des autres. Il y a des bonnes pratiques en matière de décentralisation dans tel ou tel pays. Il y a un besoin évident de réforme du secteur de la sécurité. Moi j'ai fait le Congo avec l'ONU, j'ai fait la Somalie avec l'Union Africaine, c'est une longue affaire. Ça ne se passe pas en deux jours. Mais il faut mettre les mécanismes en place et puis il faut surveiller la redevabilité par rapport à cela, et les partenaires ont le droit de dire « suivons cela ensemble ». Il faut des indicateurs précis. Nous allons finaliser ça avant le prochain sommet en juin.

En ce qui concerne des exactions, des bavures qu'il y a eu, j'étais à Bamako le mois dernier avec le chef de la MINUSMA, avec le commandant de la Force Conjointe, avec les forces de sécurité maliennes pour lancer le mécanisme de suivi des incidents concernant les civils. J'avais lancé le même mécanisme en Somalie pour permettre de voir ce que nos forces faisaient et d'aller jusqu'à la compensation, mais aussi à des sanctions. Malheureusement la lutte contre le terrorisme, à cause de l'asymétrie, comporte des zones d'ombre ou des zones grises et il faut des enquêtes. Au niveau des Nations Unies, ils en font. En ce qui concerne la Force Conjointe, sa formation est claire, avant le déploiement, pendant le déploiement et maintenant avec la mise en place du mécanisme de suivi d'incidents concernant les civils. Il n'y a pas que les dégâts matériels dans ces cas-là, il y a aussi la perception dans la population civile que tout cela n'est pas suivi, que tout cela n'est pas comptabilisé, qu'il n'y a pas de compensation et qu'il n'y a pas de justice. Cette perception cause encore plus de tort et peut pousser les gens dans les bras des forces néfastes. Les États font leurs efforts, mais ensemble ayons une redevabilité mutuelle.

Q: Ne faut-il pas dissoudre ou mettre sous contrôle les milices d'auto-défense tels que les Koglweogo au Burkina Faso ou les Dozos au Mali ?

A: Personnellement, je ne crois pas aux milices. Je crois au monopole de la force pour les armées nationales. Dès qu'il y a des milices, il y a des risques de dérapages, ici au Sahel ou ailleurs. Maintenant, il y a des problèmes de sécurité qui se posent et les gens essaient d'y trouver des solutions. Ces solutions locales s'imposent ensuite aux gouvernements, qui essaient de faire en sorte de contrôler ce qui se passe, que cela n'aille pas dans tous les sens, parce que ça voudrait dire des affrontements communautaires sans fin. Au Burkina Faso, j'en ai parlé avec le ministre en charge de la réconciliation nationale et je suis son raisonnement qu'il faudrait une réconciliation nationale. Mais il faut impérativement et rapidement une réconciliation au niveau local, parce que c'est là où le tissu social peut se déchirer au plus vite. Nous avons des mécanismes fonctionnels pour arranger cela avant, à travers les autorités morales, à travers les parents, les aînés, qui ont appris à vivre ensemble depuis des décennies, depuis des siècles. Cela a été battu en brèche et il faut le renforcer à nouveau.

Par exemple, j'ai entendu avec enthousiasme l'appel de l'émir du Liptako pour une trêve humanitaire pendant le Covid, dans lequel il déclare « il est d'une importance capitale que les résidents du Liptako agissent ensemble pour se protéger les uns les autres, quel que soit leur statut - résident, personne déplacée, réfugié ou mobile. »

Q: Une solution négociée au conflit est-elle possible ? Qui seraient les interlocuteurs ? Où se situent les lignes rouges ?

R: J'étais en Afghanistan en 2001 déjà pour aider à ramener les filles à l'école avec l'ONU. Mais on voit ce qui se passe aujourd'hui. Après tout ce qui s'est passé entre temps, on est en train de revenir à des discussions (avec les Talibans) parce que les Américains ont besoin de partir. Donc il faut trouver une solution en interne. En Somalie, pareil : nous savions que au sein de la même famille, certains étaient Al Shabaab et d'autres du côté du gouvernement.

Le problème fondamental qui se pose au Sahel, c'est comment éloigner nos enfants et nos jeunes frères des forces terroristes. Pour y parvenir, si vous me demandez à moi - je ne parle pas pour les États - moi je suis prêt à y aller. Mais je suis qu'un fonctionnaire, je ne prends pas les décisions politiques. Je pense qu'il est indispensable d'abord d'identifier à qui nous avons affaire, de voir ce qu'il se passe sur le terrain. Est-ce qu'au centre du Mali, par exemple, les gens qui prennent les armes aux côtés des bandits, ce n'est pas par besoin de protection ? Peut-être y a-t-il un jeune Peul qui veut faire paître ses bêtes à côté. Il a besoin de sécurité. Or, il n'y a pas de sécurité de proximité, donc il se met sous la protection de ces forces-là. Mais est-ce que cela veut dire qu'il a épousé une idéologie et qu'il veut détruire le pays, je ne le crois pas. Donc il faut tout faire pour ramener ces gens-là.

Si vous avez des idéologues « hard core » qui sont venus d'ailleurs ou qui ont été formés par un leadership terroriste, il me semble assez difficile de discuter avec eux. Mais même là, quand on voit ce qu'il se passe aujourd'hui en Afghanistan, on leur dit : « OK, discutons ensemble à condition de mettre Al Qaeda de côté. » Je tenais déjà ce discours en 2001. À mon avis, il faut trouver des formules. Il y a des gens qui tentent des choses. Je n'ai pas d'informations précises mais il faut donner la chance aussi à cette dimension-là.

Mais encore une fois, avec qui parler ? Si c'est quelqu'un qui veut imposer une idéologie, évidemment non. Si c'est quelqu'un qui dit, on ne veut pas de république ici, évidemment non. Mais pour découvrir cela, il faut parler avec des gens. Qui ? Moi je suis mal placé pour le faire parce que ce n'est pas dans mon mandat.

Q: Il y a un ministre qui tente de faire cela au Burkina Faso. Il y a des rumeurs de contacts secrets au Mali. On dit que tout le monde parle avec tout le monde. Et pourtant, le Président Macron déclare qu'il n'est pas question de négocier avec des terroristes et nomme des individus « ennemis à décapiter ». N'y a-t-il pas une certaine contradiction ?

R: Chaque pays déterminera ce qu'il faut faire à son niveau. J'imagine qu'ils vont se concerter et voir comment s'entraider pour trouver la meilleure formule, mais pour moi c'est le terrain qui sera décisif parce qu'il continue d'y avoir des morts tous les jours. Quand les populations ne peuvent plus vaquer à leurs occupations, oui il faut combattre l'ennemi avec les armes mais il faut aussi donner des chances au dialogue parce que tout le monde n'est pas cet ennemi-là. Certains se retrouvent simplement prisonniers simplement d'une situation, une situation où ils se sentent perdus. Et quand ils sont perdus, on essaie de les remettre sur le bon chemin.

Friends of Europe

Connect. Debate. Change.

+32 2 893 98 23

info@friendsofeurope.org

friendsofeurope.org

Friends of Europe is a leading think-tank that connects people, stimulates debate and triggers change to create a more inclusive, sustainable and forward-looking Europe.

